



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

English text below

Département de droit international

Année universitaire 2021-2022

Conflits Territoriaux en Droit International

DI145 - Autumn - 6 ECTS

Description du Cours

Loin d'avoir disparu de la scène internationale, le contentieux territorial a connu un regain d'intérêt, comme en témoigne la jurisprudence récente. Le cours examinera les différents statuts juridiques applicables au territoire (souveraineté, administration, régimes internationaux, occupation militaire, etc.). Seront abordés ensuite les moyens d'établissement de la souveraineté territoriale, les règles techniques applicables dans le contentieux territorial et le rôle des principes fondamentaux du droit international contemporain. Un conflit territorial d'actualité sera examiné sous forme de procès simulé, afin de familiariser les participants à la préparation et au déroulement d'un litige territorial.

> PROFESSOR

[Marcelo Kohen](#)

[Office hours](#)

> ASSISTANT

[Anna Rosalie Greipl](#)

[Office hours](#)

Syllabus

Organisation et évaluation du cours

Le cours est limité à 30 participant.e.s avec une ouverture prioritaire aux étudiant.e.s (Master et Doctorat) du Département de droit international. Les étudiant.e.s des Masters interdisciplinaires sont les bienvenu.e.s. Les participant.e.s ainsi que le professeur et l'assistante utiliseront indistinctement l'une ou l'autre des langues de travail de l'Institut et se familiariseront avec la terminologie du domaine tant en anglais qu'en français.

Le cours sera enseigné en suivant différentes méthodes de travail :

1. Les premières séances seront essentiellement données par le professeur sous forme de cours afin de discuter les aspects théoriques de la discipline. Pour chaque leçon, les étudiant.e.s devront travailler des sources primaires et des contributions doctrinales. Le cours sera donné de manière à ce que les étudiant.e.s puissent participer de manière active partageant leur réflexions et soulevant des questions.

2. Les séances finales seront consacrées à la phase orale de la simulation d'un procès devant la

Cour internationale de Justice relatif à un différend réel non (encore...) porté devant une instance juridictionnelle : il s'agit du différend relatif à la Souveraineté sur l'île Leila/Perejil (Espagne/Maroc).

Au début du semestre, les étudiant.e.s seront répartis par équipes (deux équipes de conseils aux Etats en litige et une équipe de juges). Dès le début du cours, les étudiant.e.s (particulièrement ceux des équipes des Etats) devront travailler afin de préparer les mémoires écrits qui devront être déposés le **8 décembre 2021**. Un tour de plaidoiries orales sera organisé à l'avant-dernière séance du cours, le **15 décembre 2021**, tandis que l'arrêt sera rendu par l'équipe des juges lors de la dernière séance, le **22 décembre 2021**. Des séances informatives en dehors des horaires du cours seront organisées en vue d'introduire les participant.e.s à la manière de préparer une affaire devant la Cour internationale de Justice.

Cette méthode d'enseignement permet aux étudiant.e.s d'acquérir les connaissances fondamentales de la matière dès le début, de s'exercer dans l'analyse des différends déjà réglés et d'appliquer ainsi leurs connaissances sur le plan pratique. Ce qui leur permettra par la suite de se doter des outils nécessaires pour se faire leur propre avis sur des différends territoriaux existant partout dans le monde.

Les étudiant.e.s seront essentiellement évalués sur leur production écrite et orale pour le procès simulé : les membres des équipes des parties sur la base des chapitres des Mémoires qu'ils auront rédigés et de leurs plaidoiries orales ; les membres de la « Cour » sur leurs notes respectives en vue de l'arrêt qu'ils rendront ainsi que de leur exposé oral. La participation active en classe lors des séances précédentes sera également prise en compte.

Lectures

1. Les lectures relatives aux deux premières parties de l'enseignement (cours sur les fondements théoriques du domaine et la jurisprudence pertinente) seront en ligne sur la plateforme Moodle et la plupart du temps disponibles dans les deux langues de travail de l'Institut.

2. Quant aux documents relatifs au différend traité sous la forme d'un procès simulé, ils seront également disponibles sur Moodle.

3. Les participants peuvent consulter les ouvrages de référence suivants :

Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris : P.U.F., 1997) 507p. (disponible également sur internet in : <https://books.openedition.org/iheid/1292?lang=fr>)

Kohen, Marcelo G. (éd), *Territoriality in International Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2016), 704p.

Jennings, Robert, *The Acquisition of Territory in International Law (With a New Introduction by Marcelo G. Kohen)* (Manchester : Manchester University Press, 2017) 160p.

Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2018), 520p.

Programme du cours

Voir page suivante pour le programme détaillé du déroulement des séances du cours et les lectures assignées.

Séance 1	Mercredi 22 septembre 2021
-----------------	-----------------------------------

Cours

A. Les éléments constitutifs du territoire

(1) Terre

(2) Eau

(3) Espace aérien

(4) Sous-sol

[1] Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, conclue à Montego Bay, 10 décembre 1982, articles 2, 8, 13, 46, 49, 121.

[2] Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, adoptée par l'Assemblée générale, 21 mai 1997, article 2.

[3] Convention sur l'aviation civile internationale, conclue à Chicago, 7 décembre 1944 articles 1 et 2.

[4] *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, par. 200-209.

[5] *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2008, par. 291-299.

B. La nature juridique du territoire

(1) Elément constitutifs de l'Etat

(2) Dominium

(3) Impérium

(4) Théorie de la compétence

[1] Barberis, Julio A., « Les liens juridiques entre l'Etat et son territoire : perspectives théoriques et évolution du droit international », *A.F.D.I.*, vol. XLV, 1999, pp. 132-147.

Procès simulé

I. Présentation du différend relatif à la Souveraineté sur l'île Leila/Perejil (Espagne/Maroc)

Séance 2	Mercredi 29 Septembre 2021
-----------------	-----------------------------------

Cours

C. Les statuts juridiques du territoire

[1] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 75-104 ; pp. 500-501.

(1) Souveraineté

[1] *Île de Palmas (Etats-Unis/Pays-Bas), sentence arbitrale du 4 avril 1928, R.S.A., vol. II., p. 838.*

(2) Distinction souveraineté/propriété

[1] *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), arrêt, C.I.J. Recueil 2008, par. 138-139 ; par. 222-223*

[2] *Différend frontalier (Benin/Niger), arrêt, C.I.J. Recueil 2005, par. 118.*

[3] *Sentence arbitrale relative à la délimitation de la région de l'Abyei entre le Gouvernement du Soudan et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan, sentence du 22 juillet 2009, R.S.A., Vol. XXX, par. 754-766.*

(3) Territoires sous-mandat

[1] Pacte de la Société des Nations, 28 juin 1919, article 22.

[2] Charte des Nations Unies, conclue à San Francisco, 26 juin 1945, chapitre XI.

[3] *Statut du Sud-Ouest africain, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950, pp. 128-144.*

(4) Tutelle

[1] Charte des Nations Unies, conclue à San Francisco, 26 juin 1945, chapitre XII.

(5) Territoires non autonomes

[1] *Déclaration de l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, A/RES/1514 (XV), 14 décembre 1960.*

[2] *Principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e) de l'article 73 de la Charte des Nations Unies leur est applicable ou non, A/RES/1541 (XV), 15 décembre 1960.*

[3] *Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, A/RES/2625 (XXV), 24 octobre 1970.*

[4] *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019, p. 118, par. 87-88*

[5] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 10-16 ; pp. 104-109.

Procès simulé

II. Répartition des étudiant.e.s dans leurs équipes respectives (deux équipes d'Etats parties à la procédure et une équipe de juges de la Cour internationale de Justice).

Séance 3

Mercredi 6 Octobre 2021

Cours

(6) Territoires sous occupation militaire

[1] Règlement sur les lois et coutumes de la guerre. Annexe à la Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, conclu à La Haye, 18 octobre

1907, article 42.

[2] Convention de Genève IV relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949, article 2.

[3] *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004*, par. 89-95.

[4] *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda), arrêt, C.I.J. Recueil 2005*, par. 172-180.

(7) Le co-imperium (« condominium »)

[1] *Différend frontalier territorial, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)), arrêt, C.I.J. Recueil 1992*, par. 399.

(8) Le cas de l'Antarctique

[1] Traité sur l'Antarctique, conclu à Washington, 1 décembre 1959, *R.T.N.U.*, vol. 402, pp. 72-85.

(9) Autres régimes territoriaux

a. *Protectorats*

[1] *Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc, Arrêt du 27 août 1952 : C.I.J. Recueil 1952*, p. 185.

b. *Protectorats coloniaux*

[2] *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigeria ; Guinée équatoriale (intervenant)), arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, par. 200-209.

Séance 4	Mercredi 13 Octobre 2021
Cours	
D. <u>Les titres territoriaux</u>	
[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 127-154 ; pp. 480-485.	
[2] Jennings, Robert, <i>The Acquisition of Territory in International Law (With a New Introduction by Marcelo G. Kohen)</i> (Manchester : Manchester University Press, 2017), pp. 51-67.	
(1) <u>Acceptions du vocable titre</u>	
[1] <i>Différend frontalier (Burkina Faso/Mali), C.I.J. Recueil 1986</i> , par. 18 ; par. 54.	
(2) <u>Titre de souveraineté / titre d'administration</u>	
[1] <i>Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), arrêt, C.I.J. Recueil 2008</i> , par. 172.	
(3) <u>De quelques titres en particulier</u>	

[1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 36-86.

a. *L'occupation effective*

[1] *Statut juridique du Groënland oriental (Norvège/Danemark), arrêt, C.P.J.I, Série A/B n° 53*, pp. 45-49.

[2] *Sahara occidental, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1975*, par. 79.

[3] *Souveraineté sur Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour), arrêt, C.I.J. Recueil 2008*, par. 60-69.

[4] *Île de Palmas (Etats-Unis/Pays-Bas), sentence arbitrale du 4 avril 1928, R.S.A., vol. II.*, pp. 830-840

[5] *Sentence arbitrale du 13 septembre 1902, affaire de l'Oeil de mer (Meerauge/Morskie oko), texte original allemand: Martens, N.R.T., 3e série, T. III, p. 71. Traduction française in: R.D.I.L.C., 1906, vol. 38, p. 207*

b. *La possession la plus effective*

[1] *Affaire des Grisbadarna (Norvège/Suède), sentence arbitrale du 23 octobre 1909, R.S.A., Vol. XI*, p. 161

[2] *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigeria ; Guinée équatoriale (intervenant)), arrêt, C.I.J. Recueil 2002*, par. 65.

[3] *Affaire des pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège), Arrêt du 18 décembre 1951 : C.I.J. Recueil 1951*, p. 138

c. *L'attribution*

[1] Rousseau, Charles, *Droit international public, Tome III : Les compétences* (Paris, Sirey, 1977), pp. 186-189.

[2] Goebel, Julius, *The Struggle for the Falkland Islands: A Study in Legal and Diplomatic History* (NewHaven/Londres: Yale University Press/ / Oxford: Oxford University Press, 1927), pp. 47-120.

Séance 5	Mercredi 20 Octobre 2021
Cours	
[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 242-248 ; pp. 281-312 ; pp. 425-485.	
d. <i>L'uti possidetis</i>	
[1] OUA, AGH/Res.16(1) du 21 juillet 1964.	
[2] <i>Frontières colombo-vénézuéliennes, sentence arbitrale du 24 mars 1922, R.S.A., Vol. I</i> , p. 228.	
[3] <i>Différend frontalier (Burkina Faso/Mali), C.I.J. Recueil 1986</i> , par. 20-24.	
[4] <i>Différend frontalier territorial, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras;</i>	

Nicaragua (intervenant)), arrêt, *C.I.J. Recueil 1992*, par. 42ss.

[5] *Affaire de la délimitation de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (Guinée-Bissau/Sénégal)*, sentence du 31 juillet 1989, *R.S.A.*, vol. XX, par. 61-66.

[6] *Avis n° 3 de la Commission Badinter*

e. *Prescription acquisitive*

[1] *Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1999*, par. 96-97.

[2] *The Chamizal Case (Mexique/Etats-Unis d'Amérique)*, sentence du 15 juin 1911, *R.S.A.*, Vol. XI, p. 328.

[3] *Île de Palmas (Etats-Unis/Pays-Bas)*, sentence arbitrale du 4 avril 1928, *R.S.A.*, vol. II., p. 868.

[4] *Souveraineté sur certaines parcelles frontalières*, Arrêt du 20 juin 1959 : *C.I.J. Recueil 1959*, pp. 227-230.

[5] *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigeria ; Guinée équatoriale (intervenant))*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2002*, par. 218-220.

Séance 6

**Mercredi 27 Octobre
2021**

Cours

f. *L'acquiescement*

[1] Kohen, Marcelo et Mamadou Hébié (éd.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law*, Cheltenham, Edward Elgar, 2018, pp. 169-192.

[2] *Affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1962*, pp. 30-31.

[3] *Souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (Malaisie/Singapour)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2008*, par. 192-230.

g. *La contiguïté*

[1] *Différend frontalier, terrestre et maritime (El Salvador c. Honduras, Nicaragua intervenant)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 1992*, par. 356.

[2] *Île de Palmas (Etats-Unis/Pays-Bas)*, sentence arbitrale du 4 avril 1928, *R.S.A.*, vol. II., pp. 854-855.

[3] *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*, fond, arrêt, *C.I.J. Recueil 2001*, *Opinion dissidente de M. Torres Bernardez*, par. 46-48.

[4] *Sentence du Tribunal arbitral rendue au terme de la première étape de la procédure entre l'Erythrée et la République du Yémen (Souveraineté territoriale et portée du différend)*, décision du 9 octobre 1998, par. 465-467 ; par. 477. (Doctrines du portique)

h. Les traités de paix

- [1] Kleffner, Jann, « Peace Treaties », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp 104-111.
- [2] Puttkammer, Ellinor, « Peace Treaties (1947) », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 111-118.
- [3] Lesaffer, Randall & van der Linden, Mieke, « Peace Treaties after World War I », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 118-128.
- [4] Hayasi, Mika, « Peace Treaty with Japan (1951) », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 131-136.
- [5] Kohen, Marcelo, « Conquest », *E.P.I.L.*, vol. II, pp. 665-669.
- [6] Kohen, Marcelo et Hébié, Mamadou (éd.), “Peace Agreements and Territorial Change”, in M. Weller, M. Retter & A. Varga (eds), *International Law and Peace Settlements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, pp. 432-446.

Séance 7

Mercredi 3 Novembre
2021

Cours

E. L’impact des principes fondamentaux du droit international contemporain

(1) L’interdiction du recours à la force et le respect de l’intégrité territoriale des Etats : la conquête, l’annexion et l’évolution du droit international à leur égard

- [1] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 369-379 ; pp. 388-405 ; pp. 417-423.
- [2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éd.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 235-261.
- [3] Pacte de la Société des Nations, 28 juin 1919, article 10.
- [4] Pacte Briand-Kellogg, conclu à Paris, 27 août 1928.
- [5] Charte des Nations Unies, conclue à San Francisco, 26 juin 1945, article 2(4).
- [6] *Déclaration de la Première Conférence panaméricaine*, adoptée le 18 avril 1890.
- [7] *Définition de l’agression*, A/RES/3314 (XXIX), 14 décembre 1974.
- [8] S/RES/497 (1981), 17 décembre 1981 (Golan).
- [9] S/RES/662 (1990), 6 août 1990 (Koweït).
- [10] *Affaire de la Dette publique ottomane (Bulgarie, Irak, Palestine, Transjordanie, Grèce, Italie et Turquie)*, sentence du 18 avril 1925, R.S.A., Vol. I, p. 555.
- [11] *Statut juridique du Groënland oriental (Danemark c. Norvège)*, arrêt du 5 avril 1933, C.P.J.I. Série A/B, n° 53, p. 47.
- [12] *Sud-Ouest africain, deuxième phase, arrêt*, C.I.J. Recueil 1966, Opinion dissidente de M. Jessup, p. 418
- [13] *Affaire du Lotus (France c. Turquie)*, arrêt du 7 septembre 1927, C.P.J.I. Série A, n° 10, p. 18.
- [14] *Affaire du Déroit de Corfou (Royaume Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du*

Nord c. Albanie), Arrêt du 9 avril 1949 : C.I.J. Recueil 1949, p. 35.

[15] *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, par. 172ss.

[16] *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif*, C.I.J. Recueil 2004, par. 87-88.

Séance 7	Mercredi 10 Novembre 2021
Cours	
<p>(2) <u>Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le « facteur humain » dans le règlement des conflits territoriaux</u></p> <p>[1] Kohen, Marcelo G, <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 407-423.</p> <p>[2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i> (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 291-396.</p> <p>[3] Charte des Nations Unies, conclue à San Francisco, 26 juin 1945, articles 1 (par. 2) et 55.</p> <p>[4] <i>Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies</i>, A/RES/2625 (XXV), 24 octobre 1970.</p> <p>[5] <i>Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux</i>, A/RES/1514 (XV), 14 décembre 1960.</p> <p>[6] <i>Principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e) de l'article 73 de la Charte des Nations Unies leur est applicable ou non</i>, A/RES/1541 (XV), 15 décembre 1960.</p> <p>[7] <i>Sahara occidental, avis consultatif</i>, C.I.J. Recueil 1975, par. 54- 59.</p> <p>[8] <i>Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de Sécurité, avis consultatif</i>, C.I.J. Recueil 1971, par. 52-54.</p> <p>[9] <i>Timor oriental (Portugal c. Australie)</i>, arrêt, C.I.J. Recueil 1995, par. 29.</p> <p>[10] <i>Renvoi par le gouverneur en conseil au sujet de certaines questions ayant trait à la sécession du Québec du reste du Canada formulées dans le décret C.P.1996-1497 du 30 septembre 1996, N° 25506, décision du 20 août 1998</i>, [1998] 2 R.C.S. 217, 1998 CanLII 793 (CSC), par. 130 à 135.</p> <p>[11] <i>République démocratique du Congo c. Burundi, Rwanda et Ouganda, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples</i>, 2003, par. 68 ; 77.</p> <p>[12] <i>Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif</i>, C.I.J. Recueil 2004, par. 87-88.</p> <p>[13] <i>Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo, avis consultatif</i>, C.I.J. Recueil 2010, par. 80-83.</p>	

[14] *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2019, pp. 130-140, par. 139-182.

Séance 9

**Mercredi 17 Novembre
2021**

Cours

F. Du contentieux territorial

(1) Rôle des règles et principes techniques ou spécifiques au contentieux territorial

a. *Le principe d'effectivité*

[1] *Frontières colombo-vénézuéliennes*, sentence arbitrale du 24 mars 1922, R.S.A., Vol. I, p. 228.

[2] *Différend frontalier (Burkina Faso/Mali)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, par. 34 ; par. 63.

[3] *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2002, par. 127.

b. *Le principe *quieta non movere**

[1] *Affaire des Grisbadarna (Norvège/Suède)*, sentence arbitrale du 23 octobre 1909, R.S.A., Vol. XI, p. 161.

[2] *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, *Opinion dissidente de M. Torres Bernardez*, par. 13-21

Séance 10

**Mercredi 24 Novembre
2021**

Cours

c. *La date critique*

[1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law*, Cheltenham (Edward Elgar, 2018), pp. 397-416.

[2] *Affaire des Minquiers et des Ecréhous (France/Royaume-Uni)*, Arrêt du 17 novembre 1953 : C.I.J. Recueil 1953, p. 59-60.

[3] *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))*, arrêt, C.I.J. Recueil 1992, par. 67; par. 117.

[4] *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2002, par. 135

d. *Le droit intertemporel*

[1] *Île de Palmas (Etats-Unis/Pays-Bas)*, sentence arbitrale du 4 avril 1928, R.S.A., vol. II., p. 845

e. *Les rapports titres/effectivités*

- [1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 145-168.
- [2] *Différend frontalier (Burkina Faso/Mali)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, par. 34 ; par. 63.
- [3] *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1994, par. 76.
- [4] *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 2001, Opinion dissidente de M. Torres Bernardez, par. 72-76.

f. *L'équité et son rôle dans les différends territoriaux*

- [1] *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, par. 27-28.

Séance 11	Mercredi 1^{er} Décembre 2021
Cours	
<p>G. <u>La frontière</u></p> <ul style="list-style-type: none">[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 162-168.[2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i> (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 193-234. <p>(1) <u>La frontière</u></p> <ul style="list-style-type: none">[1] <i>Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)</i>, arrêt, C.I.J. Recueil 1999, par. 24. <p>(2) <u>Conflits de délimitation et d'attribution territoriale</u></p> <ul style="list-style-type: none">[1] <i>Différend frontalier (Burkina Faso/Mali)</i>, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, par. 17. b) la méthode juridictionnelle de règlement des différends[2] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 141- 154. <p>(3) <u>Le principe des frontières stables et définitives</u></p> <ul style="list-style-type: none">[1] <i>Article 3, paragraphe 2 du traité de Lausanne (frontière entre la Turquie et l'Irak)</i>, avis consultatif du 21 novembre 1925, C.P.J.I., Série B n° 12, p. 20.[2] <i>Affaire du Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande)</i>, Fond, Arrêt du 15 juin 1962 : C.I.J. Recueil 1962, p. 34.[3] <i>Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))</i>, arrêt, C.I.J. Recueil 1992, par. 347 ; 566.[4] <i>Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)</i>, arrêt, C.I.J. Recueil 1994, par. 38-40 : par. 72-73.	

[5] *Sentence arbitrale Erythrée/Ethiopie (2002)*, par. 3.6.

Séance 12	Mercredi 8 Décembre 2021
Cours	
H. <u>La dernière jurisprudence de la CIJ relative au contentieux territorial</u>	
[1] <i>Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)</i> , arrêt, C.I.J. Recueil 2012, par. 1-103.	
[2] <i>Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)</i> , arrêt du 16 décembre 2015, par. 1-99.	
[3] <i>Frontière terrestre dans la partie septentrionale d’Isla Portillos (Costa Rica c. Nicaragua)</i> , arrêt, C.I.J. Recueil 2018, pp. 160-161, paras. 51-55; pp. 162-170, paras. 59-73.	
Procès simulé	
III. <u>Dépôt électronique des Mémoires auprès de la Greffière (Anna Greipl, assistante d’enseignement) 23h59.</u>	
IV. <u>Transmission électronique par la Greffière des Mémoires aux parties respectives et aux juges de la Cour.</u>	

Séance 13	Mercredi 15 décembre 2021
Procès simulé	
V. <u>Plaidoiries des deux équipes représentant les parties à la procédure devant l’équipe des juges de la Cour.</u>	

	Lundi 20 décembre 2021
Procès simulé	
VI. <u>Dépôt électronique des notes en vue de l’arrêt auprès du « Greffier » (Anna Greipl, assistante d’enseignement) et du « Président » de la Cour (Prof. Kohen).</u>	

Séance 14	Mercredi 22 décembre 2021
Cours	

I. Conclusions

Procès simulé

VII. Enoncé oral par chaque juge de son vote raisonné.

VIII. Prononcé de l'arrêt par le « Président » de la Cour



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

International Law

Academic year 2021-2022

Territorial Disputes in International Law/

DI145 - Autumn - 6 ECTS

Wednesday 16h15 - 18h00

Course Description

Far from having disappeared from the international scene, territorial litigation has experienced a resurgence of interest, as evidenced by recent jurisprudence. The course will examine the different legal statuses applicable to territory (sovereignty, administration, international regimes, military occupation, etc.). The course will then address the means of establishing territorial sovereignty, the technical rules applicable in territorial litigation and the role of the fundamental principles of contemporary international law. A current territorial dispute will be examined in the form of a mock trial, in order to familiarize participants with the preparation and conduct of a territorial dispute

> PROFESSOR

[Marcelo Kohen](#)

[Office hours](#)

> ASSISTANT

[Anna Rosalie Greipl](#)

[Office hours](#)

Syllabus

Course organization and evaluation

The course is limited to 30 participants with priority given to students (Masters and PhD) of the Department of International Law. Interdisciplinary Masters students are welcome. Participants as well as the professor and the assistant will use either of the working languages of the Institute and will become familiar with the terminology of the field in both English and French.

The course will be taught using different working methods:

1. The first few sessions will be taught primarily by the professor in a lecture format to discuss the theoretical aspects of the discipline. For each lesson, students will be asked to work with primary sources and doctrinal contributions. The course will be taught in such a way that students can actively participate, sharing their thoughts and raising questions.
2. The final sessions will be devoted to the oral phase of the simulation of proceedings before the International Court of Justice relating to a real dispute not (yet...) brought before a jurisdictional body: this is the dispute relating to *Sovereignty over Leila/Perejil Island (Spain/Morocco)*.

At the beginning of the semester, students will be divided into teams (two state litigation teams and one judicial team). From the beginning of the course, students (especially those on the state teams)

will be expected to work on written pleadings due on **December 8, 2021**. A round of oral arguments will be held at the second last session of the course, on **December 15, 2021**, while the judgment will be delivered by the team of judges at the last session, on **December 22, 2021**. Informative sessions outside the course hours will be organized to introduce participants to how to prepare a case before the International Court of Justice.

This teaching method allows students to acquire the fundamental knowledge of the subject from the beginning, to practice analyzing disputes that have already been settled and to apply their knowledge on a practical level. This will enable them to acquire the tools necessary to make their own judgments on territorial disputes actually existing all around the world.

The students will be evaluated primarily on their written and oral production for the Moot Court: members of the parties on the basis of the chapters of the Memorial they will have written and their oral arguments; members of the "Court" on their respective notes for the judgment they will render as well as for their oral presentation. Active participation in class during previous sessions will also be taken into account.

Readings

1. Readings relating to the first part of the course (theoretical foundations of the field and relevant jurisprudence) will be on Moodle and, generally, available in the two working languages of the Institute.

2. Documents related to the Moot Court will also be available on Moodle.

3. Participants can consult the following reference books:

Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris : P.U.F., 1997) 507p. (disponible également sur internet in : <https://books.openedition.org/iheid/1292?lang=fr>)

Kohen, Marcelo G. (éd), *Territoriality in International Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2016), 704p.

Jennings, Robert, *The Acquisition of Territory in International Law (With a New Introduction by Marcelo G. Kohen)* (Manchester : Manchester University Press, 2017) 160p.

Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2018), 520p.

Program

See following pages for the detailed program of the course and the assigned readings.

Session 1	Wednesday 22 September 2021
------------------	--

Class

J. The constitutive elements of territory

(4) Land

(5) Water

(6) Airspace

(7) Subsoil

[4] United Nations Convention on the Law of the Sea, concluded at Montego Bay, 10 December 1982, articles 2, 8, 13, 46, 49, 121.

[5] Convention on the Law of the Non-navigational Uses of International Watercourses, adopted by the General Assembly, 21 may 1997, article 2.

[6] Convention on International Civil Aviation, concluded in Chicago, 7 December 1944, articles 1 et 2.

[7] *Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain, Merits, Judgment, C.I.J. Reports 2001*, par. 200-209.

[8] *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore), Judgment, I.C.J. Reports 2008*, par. 291-299.

K. The legal nature of territory

(8) Constitutive elements of States

(9) Dominium

(10) Imperium

(11) Competencies theory

[1] Barberis, Julio A., « Les liens juridiques entre l'Etat et son territoire : perspectives théoriques et évolution du droit international », *A.F.D.I.*, vol. XLV, 1999, pp. 132-147.

Moot Court

IX. Presentation of the Sovereignty Dispute over Leila/Perejil Island (Spain/Morocco)

Session 2	Wednesday 29 September 2021
------------------	--

Class

L. The legal status of territory

[1] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 75-104 ; pp. 500-501.

(1) Sovereignty

[1] *The Island of Palmas (Miangas) Case, award of 4 April 1928, R.S.A., vol. II, p. 838.*

(2) Distinction between sovereignty and property

[1] *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore), Judgment, I.C.J. Reports 2008, par. 138-139 ; paras. 222-223*

[2] *Frontier Dispute (Benin/Niger), Judgment, I.C.J. Reports 2005, para. 118.*

[3] *Award in the Arbitration regarding the delimitation of the Abyei Area between the Government of Sudan and the Sudan People's Liberation Movement/Army, Award of 22 July 2009, R.S.A., Vol. XXX, paras. 754-766.*

(3) Territories under Mandate system

[1] The Covenant of the League of Nations, concluded in Versailles, 28 June 1919, article 22.

[2] The United Nations Charter, concluded in San Francisco, 26 June 1945, Chapter XI.

[3] *International status of South-West Africa, Advisory Opinion: I.C. J. Reports 1950, pp. 128-144.*

(4) Trust Territories

[1] The United Nations Charter, concluded in San Francisco, 26 June 1945, Chapter XII.

(5) Non-Self-Governing Territories

[1] *Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, A/RES/1514 (XV), 14 December 1960.*

[2] *Principles which should guide Members in determining whether or not an obligation exists to transmit the information called for under Article 73 e of the Charter, A/RES/1541 (XV), 15 December 1960.*

[3] *Declaration on Principles of International Law Concerning Friendly Relations and Co-operation among States in Accordance with the Charter of the United Nations, A/RES/2625 (XXV), 24 October 1970.*

[4] *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019, p. 118, par. 87-88*

[5] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 10-16 ; pp. 104-109.

Moot Court

X. Allocation of students to their respective teams (two teams of States parties to the proceedings and one team of judges of the International Court of Justice).

Session 3	Wednesday 6 October 2021
Class	
<p>(1) <u>Territories under military occupation</u></p> <p>[1] Regulations concerning the Laws and Customs of War on Land. Annex to the Convention (IV) Regulations concerning the Laws and Customs of War on Land, concluded in the Hague 18 October 1907, article 42.</p> <p>[2] Geneva Convention IV relative to the protection of civilians in Time of War, Geneva, 12 August 1949, article 2.</p> <p>[3] <i>Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I. C.J. Reports 2004</i>, par. 89-95.</p> <p>[4] <i>Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda), Judgment, I.C.J. Reports 2005</i>, par. 172- 180.</p> <p>(2) <u>Co-imperium (« condominium »)</u></p> <p>[1] <i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervening)), Judgment, C.I.J. Reports 1992</i>, par. 399.</p> <p>(3) <u>Antarctica</u></p> <p>[1] The Antarctic Treaty, signed in Washington, 1 December 1959, <i>R.T.N.U.</i>, vol. 402, pp. 72- 85.</p> <p>(4) <u>Other territorial regimes</u></p> <p>g. <i>Protectorates</i></p> <p>[1] <i>Case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco, Judgment of August 27th, 1952: I.C.J. Reports 195</i>, p. 185.</p> <p>h. <i>Colonial protectorates</i></p> <p>[2] <i>Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening), Judgment, I.C.J. Reports 2002</i>, par. 200- 209.</p>	

Session 4	Wednesday 13 October 2021
Class	
<p>A. <u>Titles to territory</u></p> <p>[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 127-154 ; pp. 480-485.</p> <p>[2] Jennings, Robert, <i>The Acquisition of Territory in International Law (With a New Introduction by Marcelo G. Kohen)</i> (Manchester : Manchester University Press,</p>	

2017), pp. 51-67.

(5) Meaning of the term “title”

[1] *Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, par. 18 ; para. 54.

(6) Title to sovereignty and titles to administration

[1] *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore), Judgment, I.C.J. Reports 2008*, para. 172.

(7) Specific titles

[1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 36-86.

a. *Effective occupation*

[1] *Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen, Judgment, I.C.J. Reports 1993*, pp. 45-49.

[2] *Western Sahara, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1975*, para. 79.

[3] *Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore), Judgment, I.C.J. Reports 2008*, paras. 60- 69.

[4] *The Island of Palmas (Miangas) Case, award of 4 April 1928, R.S.A., vol. II*, pp. 830-840

[5] *Sentence arbitrale du 13 septembre 1902, affaire de l'Oeil de mer (Meerauge/Morskie oko), original text in German: Martens, N.R.T., 3e série, T. III*, p. 71. French translation in: *R.D.I.L.C.*, 1906, vol. 38, p. 207

b. *The most effective possession*

[1] *The Grisbådarna Case (Norway/Sweden)*, Judgment of 23 October 1909, *R.S.A., Vol. XI*, p. 161

[2] *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening)*, Judgment, *I.C.J. Reports 2002*, para. 65.

[3] *Fisheries case, Judgment of December 18th, 1951, I.C.J. Reports 1951*, p. 138

c. *Attribution*

[1] Rousseau, Charles, *Droit international public, Tome III : Les compétences* (Paris, Sirey, 1977), pp. 186- 189.

[2] Goebel, Julius, *The Struggle for the Falkland Islands: A Study in Legal and Diplomatic History* (NewHaven/Londres: Yale University Press/ / Oxford: Oxford University Press, 1927), pp. 47-120.

Session 5

Wednesday 20 October
2021

Class

[3] Kohen, Marcelo G., *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris, P.U.F., 1997), pp. 242-248 ; pp. 281-312 ; pp. 425-485.

a. *Uti possidetis*

[1] UAR, AGH/Res.16(1) of 21 July 1964.

[2] *Frontières colombo-vénézuéliennes, sentence arbitrale du 24 mars 1922, R.S.A., Vol. I, p. 228.*

[3] *Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, paras. 20-24.

[4] *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervening)), Judgment, C.I.J. Reports 1992*, paras. 42ff.

[5] *Arbitral Award of 31 July 1989, Judgment, I.C.J. Reports 1991*, paras. 61-66.

[6] *Opinion n° 3 of the Badinter Commission*

b. *Acquisitive prescription*

[1] *Kasikili / Sedudu Island (Botswana/Namibia,) Judgment, I.C.J. Reports 1999*, paras. 96-97.

[2] *The Chamizal Case (Mexico, United States), Award of the 15 June 1911, R.S.A., Vol. XI, p. 328.*

[3] *The Island of Palmas (Miangas) Case, award of 4 April 1928, R.S.A., vol. II, p. 868.*

[4] *Case Concerning Sovereignty over Certain Frontier Land, Judgment of 20 June 1959: I.C.J. Reports 1959*, pp. 227-230.

[5] *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening), Judgment, I.C.J. Reports 2002*, paras. 218-220.

Session 6	Wednesday 27 October 2021
Class	
<p>a. <i>Acquiescence</i></p> <p>[1] Kohen, Marcelo et Mamadou Hébié (éd.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i>, Cheltenham, Edward Elgar, 2018, pp. 169-192.</p> <p>[2] <i>Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Merits,</i></p> <p>[3] <i>Judgment of 15 June 1962: I.C.J. Reports 1962</i>, pp. 30-31.</p> <p>[4] <i>Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks and South Ledge (Malaysia/Singapore), Judgment, I.C.J. Reports 2008</i>, paras. 192- 230.</p> <p>b. <i>Contiguity</i></p> <p>[1] <i>Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua</i></p>	

(intervening)), *Judgment, C.I.J. Reports 1992*, par. 356.

- [2] *The Island of Palmas (Miangas) Case, award of 4 April 1928, R.S.A., vol. II*, pp. 854-855.
- [3] *Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain, Merits, Judgment, C.I.J. Reports 2001, Dissenting Opinion of M. Torres Bernardez*, paras. 46-48.
- [4] *Award of the Arbitral Tribunal in the first stage of the proceedings between Eritrea and Yemen (Territorial Sovereignty and Scope of the Dispute), decision of 9 October 1998*, paras. 465-467 ; para. 477.

c. *Peace Treaties*

- [1] Kleffner, Jann, « Peace Treaties », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp 104-111.
- [2] Puttkammer, Ellinor, « Peace Treaties (1947), *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 111-118.
- [3] Lesafer, Randall & van der Linden, Mieke, « Peace Treaties after World War I », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 118-128.
- [4] Hayasi, Mika, « Peace Treaty with Japan (1951) », *E.P.I.L.*, vol. VIII, pp. 131-136.
- [5] Kohen, Marcelo, « Conquest », *E.P.I.L.*, vol. II, pp. 665-669.
- [6] Kohen, Marcelo et Hébié, Mamadou (éd.), “Peace Agreements and Territorial Change”, in M. Weller, M. Retter & A. Varga (eds), *International Law and Peace Settlements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021, pp. 432-446.

Session 7	Wednesday 3 November 2021
Class	
A. <u>The impact of the fundamental principles of contemporary international law</u>	
(1) <u>The prohibition of the use of force and respect for the territorial integrity of States: conquest, annexation, and the evolution of international law in their regard</u>	
[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 369-379 ; pp. 388-405 ; pp. 417-423.	
[2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éd.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i> (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 235-261.	
[3] The Covenant of the League of Nations, concluded in Versailles article 10.	
[4] Briand-Kellogg Pact, concluded in Paris, 27 August 1928.	
[5] United Nations Charter, concluded in San Francisco, 26 June 1945, article 2(4).	
[6] <i>Déclaration de la Première Conférence panaméricaine</i> , adoptée le 18 avril 1890.	
[7] <i>Definition of Aggression</i> , A/RES/3314 (XXIX), 14 December 1974.	

- [8] UNSC resolution (Golan), S/RES/497 (1981), 17 December 1981.
- [9] UNSC resolution (Kuwait), S/RES/662 (1990), 6 August 1990.
- [10] *Affaire de la Dette publique ottomane (Bulgarie, Irak, Palestine, Transjordanie, Grèce, Italie et Turquie)*, sentence du 18 avril 1925, R.S.A., Vol. I, p. 555.
- [11] *Legal Status of Eastern Greenland (Denmark vs. Norway)*, Judgment of 5 April 1933, C.P.J.I. Série A/B, n° 53, p. 47.
- [12] *South West Africa, Second Phase, Judgment*, I.C.J. Reports 1966, Dissenting Opinion of M. Jessup, p. 418
- [13] *Lotus Case (France c. Turkey)*, Judgment of 7 September 1927, C.P.J.I. Série A, n° 10, p. 18.
- [14] *Corfu Channel case*, Judgment of 9 April 1949: I.C.J. Reports 1949, p. 35.
- [15] *Military and Paramilitary Activities in und against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*. Merits, Judgment. I.C.J. Reports 1986, par. 172ss.
- [16] *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion*, I. C.J. Reports 2004, par. 87-88.

Session 8	Wednesday 10 November 2021
Class	
<p>(1) <u>The right of peoples to self-determination and the "human factor" in the settlement of territorial disputes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> [1] Kohen, Marcelo G, <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 407-423. [2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i> (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 291-396. [3] United Nation Charter, concluded in San Francisco, 26 June 1945, articles 1 (par. 2) et 55. [4] <i>Declaration on Principles of International Law Concerning Friendly Relations and Co-operation among States in Accordance with the Charter of the United Nations</i>, A/RES/2625 (XXV), 24 October 1970. [5] <i>Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples</i>, A/RES/1514 (XV), 14 December 1960. [6] <i>Principles which should guide Members in determining whether or not an obligation exists to transmit the information called for under Article 73 e of the Charter</i>, A/RES/1541 (XV), 15 December 1960. [7] <i>Western Sahara, Advisory Opinion</i>, I.C.J. Reports 1975 1975, paras. 54- 59. [8] <i>Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276</i> 	

(1970), *Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1971*, paras. 52-54.

- [9] *East Timor (Portugal v. Australia), Judgment, I. C.J. Reports 1995*, para. 29.
- [10] Supreme Court of Canada, Reference Re Secession of Quebec [1998] 2 SCR 217, 1998 CanLII 793 (CSC), paras. 130 à 135.
- [11] *République démocratique du Congo c. Burundi, Rwanda et Ouganda, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples*, 2003, par. 68 ; 77.
- [12] *Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I. C.J. Reports 2004*, paras. 87-88.
- [13] *Accordance with International Law of the Unilateral Declaration of Independence in Respect of Kosovo, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2010*, paras. 80-83.
- [14] *Legal Consequences of the Separation of the Chagos Archipelago from Mauritius in 1965, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2019*, pp. 130-140, paras. 139-182.

Session 9	Wednesday 17 November 2021
Class	
A. <u>Territorial disputes</u>	
(1) <u>Role of technical rules and specific rules and principles applicable to territorial disputes</u>	
a. <i>The principle of effectiveness</i>	
[1] <i>Frontières colombo-vénézuéliennes, sentence arbitrale du 24 mars 1922, R.S.A., Vol. I, p. 228.</i>	
[2] <i>Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986</i> , par. 34 ; par. 63.	
[3] <i>Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I. C.J. Reports 2002</i> , para. 127.	
b. <i>The principle quieta non movere</i>	
[4] <i>Affaire des Grisbadarna (Norvège/Suède), sentence arbitrale du 23 octobre 1909, R.S.A., Vol. XI, p. 161.</i>	
[5] <i>Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain, Merits, Judgment, C.I.J. Reports 2001, Dissenting Opinion of M. Torres Bernardez</i> , paras. 13-21	

Session 10	Wednesday 24 November 2021
Class	
a. <i>The critical date</i>	
[1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), <i>Research Handbook on Territorial</i>	

Disputes in International Law, Cheltenham (Edward Elgar, 2018), pp. 397-416.

[2] *The Minquiers and Ecrehos case, Judgment of November 17th, 1953 : I.C. J. Reports 1953*, p. 59-60.

[3] *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervening)), Judgment, C.I.J. Reports 1992*, para. 67; para. 117.

[4] *Sovereignty over Pulau Ligitan and Pulau Sipadan (Indonesia/Malaysia), Judgment, I. C.J. Reports 2002*, para. 135

b. Intertemporal law

[1] *The Island of Palmas (Miangas) Case, award of 4 April 1928, R.S.A., vol. II*, p. 845

c. The relations between title and effectivités

[1] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), *Research Handbook on Territorial Disputes in International Law* (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 145-168.

[2] *Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, par. 34 ; para. 63.

[3] *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad), Judgment, I.C.J. Reports 1994*, para. 76.

[4] *Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain, Merits, Judgment, C.I.J. Reports 2001, Dissenting Opinion of M. Torres Bernardez*, paras. 72-76.

d. Equity and its role in territorial disputes

[5] *Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986*, paras. 27-28.

Session 11	Wednesday 1st December 2021
Class	
A. <u>Borders</u>	
[1] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F., 1997), pp. 162-168.	
[2] Kohen, Marcelo G. et Hébié, Mamadou (éds.), <i>Research Handbook on Territorial Disputes in International Law</i> (Cheltenham, Edward Elgar, 2018), pp. 193-234.	
(1) <u>Borders</u>	
[1] <i>Kasikili / Sedudu Island (Botswana/Namibia,) Judgment, I.C.J. Reports 1999</i> , para. 24.	
(2) <u>Delimitation disputes and disputes as to attribution of territory</u>	
<u>The adjudicative method of dispute resolution</u>	
[1] <i>Frontier Dispute, Judgment, I.C.J. Reports 1986</i> , par. 17.	
[2] Kohen, Marcelo G., <i>Possession contestée et souveraineté territoriale</i> (Paris, P.U.F.,	

1997), pp. 141-154.

(3) The principle of stability and finality of boundaries

- [1] *Article 3, paragraphe 2 du traité de Lausanne (frontière entre la Turquie et l'Irak), avis consultatif du 21 novembre 1925, C.P.J.I., Série B n° 12, p. 20.*
- [2] *Case concerning the Temple of Preah Vihear (Cambodia v. Thailand), Merits, Judgment of 15 June 1962: I.C.J. Reports 1962, p. 34.*
- [3] *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervening)), Judgment, C.I.J. Reports 1992, paras. 347, 566.*
- [4] *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad), Judgment, I.C.J. Reports 1994, par. 38-40: paras. 72-73.*
- [5] *Decision regarding delimitation of the border between Eritrea and Ethiopia (2002), paras. 3.6.*

Session 12	Wednesday 8 December 2021
Class	
A. <u>Recent jurisprudence of the International Court of Justice on territorial disputes</u>	
[1] <i>Territorial and Maritime Dispute (Nicaragua v. Colombia), Judgment, I.C.J. Reports 2012, paras. 1-103.</i>	
[2] <i>Certain Activities Carried Out by Nicaragua in the Border Area (Costa Rica v. Nicaragua) and Construction of a Road in Costa Rica along the San Juan River (Nicaragua v. Costa Rica), Judgment, I.C.J. Reports 2015, paras. 1-99.</i>	
[3] <i>Maritime Delimitation in the Caribbean Sea and the Pacific Ocean (Costa Rica v. Nicaragua) and Land Boundary in the Northern Part of Isla Portillos (Costa Rica v. Nicaragua), Judgment, I.C.J. Reports 2018, pp. 160-161, paras. 51-55; pp. 162-170, paras. 59-73</i>	
Moot Court	
XI. <u>Time limit for the filing of the Memorials to the Registrar of the Court (Anna Greipl, teaching assistant) 23h59.</u>	
XII. <u>Handover of the Memorials by the Registrar to the judges and the respective Parties,</u>	

Session 13	Wednesday 15 December 2021
Moot Court	
XIII. <u>Oral pleadings by the legal teams representing the two States before the team of judges</u>	

of the Court.

	Monday 20 December 2021
Moot Court	
XIV. <u>Electronic filing of the notes for the judgment with the "Registrar" (Anna Greipl, teaching assistant) and the "President" of the Court (Prof. Kohen).</u>	

Session 14	Wednesday 22 December 2021
Class	
B. <u>Conclusions</u>	
Moot Court	
XV. <u>Statement by each judge of the Court of his or her reasoned vote</u>	
XVI. <u>Reading of the Judgment by the President of the Court</u>	